



*L'éducation relative à l'environnement au Québec : que
retenir de l'espace francophone africain ?*

Par Awovi Komassi
et Philippe Nadon

Délégués d'ENvironnement JEUnesse à la 22^e conférence des parties de la Convention-
cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Marrakech, au Maroc,
du 7 au 18 décembre 2016

4 avril 2017

Table des matières

Table des acronymes.....	3
1. Introduction	4
2. Place occupée par l'ERE dans le cadre des négociations internationales sur le climat.....	6
3. Portait de l'ERE au Québec.....	7
3.1 Mise en contexte	7
3.2 L'ERE formelle au Québec ou le débat existant entre l'inclusion et l'ajout au cursus scolaire.....	9
Le cursus scolaire québécois	9
Le parascolaire et le soutien des OBNL	9
L'enseignement comme vecteur de changement dans l'ERE?	10
3.3 L'ERE informelle au Québec : une solution à un manque ou un complément essentiel?.....	10
3.4 Les limites de l'ERE au Québec	12
4. Portait de l'ERE dans l'espace francophone africain	13
4.1 Mise en contexte	13
4.2 Le cadre institutionnel et juridique de l'ERE dans l'espace francophone africain	14
4.3 Place de l'ERE formelle dans l'espace francophone africain : l'exemple du Burkina Faso et de la Guinée.....	15
4.4 La scène non-formelle et informelle de l'ERE dans l'espace francophone africain	16
Le rôle des facteurs socioculturels	17
Le rôle des médias	17
Le rôle des organisations non gouvernementales dans l'ERE	18
4.5 Les lacunes de l'ERE dans l'espace francophone africain	18
5. La question de l'éducation aux changements climatique en ERE	19
6. Bonnes pratiques observées ailleurs et applicables au Québec	20
7. Conclusion	22
Bibliographie	23

Table des acronymes

AP	Accord de Paris
AQPERE	Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement
CAN	Club des Amis de la Nature
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
CÉRE	Centre d'Étude et de Recherche en Environnement
Centr'ERE	Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM
CPE	Centre de la petite enfance
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
EF	Espace francophone
ENJEU	ENvironnement JEUnesse
ERCC	Éducation relative aux changements climatiques
IFDD	Institut de la Francophonie pour le développement durable
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec
MEES	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec
OBNL	Organisme à but non lucratif
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PACC	Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du Québec
PMA	Pays les moins avancés
PRCM	Programme régional de conservation de la zone côtière et marine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal
RDC	République démocratique du Congo

1. Introduction

Avoir une bonne gestion des déchets résiduels dans son quartier. Choisir la voiture électrique ou choisir de ne pas avoir de voiture du tout. Savoir ce qui est à l'origine des ouragans et les aggrave dans les Caraïbes ou encore les sècheresses en Afrique subsaharienne. Fermer le robinet lorsque l'on se brosse les dents et sensibiliser sa famille à cette pratique. Séjourner dans une communauté autochtone pour en apprendre sur leur façon de vivre. Être conscient des conséquences de la montée des eaux à New York, mais aussi à Tuvalu. Toutes ces réflexions peuvent être réalisées par une formation, une sensibilisation, une participation populaire, un accès à l'information et surtout une éducation relative à l'environnement (ERE). Avec ces exemples d'application, cette forme d'éducation semble aussi vaste que large, elle est pourtant un élément essentiel de la réponse mondiale aux changements climatiques. En effet, l'ERE est définie comme une :

« transmission de connaissance et d'aptitudes requises pour agir sur les questions environnementales [et] pour mieux les comprendre. Évidemment, l'éducation peut être soit formelle, donc à l'école, ou informelle, à travers [...] des activités en dehors de l'école, qui ressemblent à de la formation. Mais cela peut être aussi des projets qui permettent, par exemple, à des jeunes [ou des moins jeunes] d'acquérir des connaissances puis des compétences sur les questions environnementales, plus largement le développement durable¹. »

L'ERE n'en demeure pas moins un élément clé. D'autant plus que cette question fait largement consensus au sein des 197 parties (États) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui participent aux négociations internationales sur le climat depuis plus de vingt ans². En effet, à l'article 6 de cette Convention, mise sur pied en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, démontre l'engagement des parties envers l'éducation, la formation et la sensibilisation du public dans les questions climatiques³.

De plus, l'Accord de Paris (AP), conclu en décembre 2015, tient à en souligner l'importance. Ainsi, cet accord affirme, dans son préambule, « l'importance de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation de la participation du public, de l'accès de la population à l'information et de la coopération à tous les niveaux sur les questions traitées dans le présent Accord⁴ ». De plus, l'article 12 du même accord stipule que :

« les Parties à l'Accord doivent coopérer entre elles en prenant des mesures appropriées pour améliorer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques, compte tenu de l'importance que revêtent de telles mesures pour renforcer l'action engagée au titre du présent Accord⁵. »

¹ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

² Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

³ Organisation des Nations unies, *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 1992, 11-12.

⁴ Organisation des Nations unies, *Accord de Paris*, 2015, 2.

⁵ Organisation des Nations unies, *Accord de Paris*, 2015, 17.

D'autres dispositions de l'AP traitant du renforcement des capacités des pays en développement pour lutter contre les changements climatiques reconnaissent l'importance de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public à cet égard⁶.

Dans les faits, bien que tous les États s'entendent pour dire que l'éducation est primordiale en environnement, peu d'actions et de négociations portent sur la question lors de conférences internationales⁷. Dans ce même ordre d'idées, la 22^e Conférence des Parties (CdP22) à la CCNUCC qui a eu lieu à Marrakech au Maroc vient tout juste de se terminer et bien que certains enjeux prioritaires aient été abordés, plusieurs défis demeurent et celui de l'ERE persiste toujours. À cet effet, il faut mentionner qu'il n'existe aucune uniformité d'un pays à l'autre, ni d'un État fédéré à un autre, si l'on pense au cas du Québec, lorsqu'il s'agit d'ERE.

Néanmoins, une absence d'uniformité ne veut pas dire que rien n'est fait. Effectivement, plusieurs exemples issus de l'espace francophone africain démontrent que des actions sont déjà mises en branle en ERE, que ce soit de manière formelle ou informelle. Ainsi, il est possible de se demander comment s'articulent ces engagements internationaux dans l'espace francophone africain, et surtout, dans quelle mesure ils peuvent s'appliquer au Québec, le cas échéant.

Afin de répondre à cette problématique, une présentation de la place occupée par l'ERE dans le cadre des négociations internationales sur le climat sera faite. Puis, un portrait de ce qui se fait au Québec en matière d'ERE sera présenté afin de comprendre comment se traduisent les engagements internationaux, ici, et de saisir les limites de notre propre système. S'ajoute à cela les initiatives principales pour mettre en œuvre les engagements en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public dans l'espace francophone (EF) africain qui regorge d'exemples pertinents. Parallèlement, une évaluation de la portée et l'importance de l'éducation dans les secteurs formel et informel seront faites. Tout cela dans le but d'identifier les bonnes pratiques observées ailleurs et applicables au Québec afin de répondre d'une certaine façon aux limites de l'ERE dans notre système.

⁶ Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

⁷ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

2. Place occupée par l'ERE dans le cadre des négociations internationales sur le climat

La CdP22 qui se terminait à la fin 2016 ne fait pas exception à la « norme » qui veut que les grandes conférences internationales sur le climat ne soient pas l'endroit idéal pour opérer des changements, des engagements, des actions ou des solutions en matière d'ERE⁸. Comme le mentionne Catherine Gauthier, directrice générale chez ENvironnement JEUnesse (ENJEU), un organisme « d'éducation relative à l'environnement qui vise à conscientiser les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux, les outiller à travers ses projets éducatifs et les inciter à agir dans leur milieu⁹ », même si l'on mentionne le mot « éducation » dans la CCNUCC, le Protocole de Kyoto et plus récemment l'AP, l'ERE n'est pas un grand enjeu dans les négociations internationales¹⁰. On peut généralement lire dans les rapports ou bien les résolutions des Nations Unies, que les États « encouragent », « favorisent » ou bien « soutiennent » l'ERE et la sensibilisation du public, mais sans plus.

Ainsi, comme il n'existe pas de programme international sur la transmission des connaissances et de l'information, il en revient au bon vouloir des États de mettre sur pied une forme d'éducation relative à l'environnement. Souvent, on y voit aussi la société civile, les médias ou même des compagnies privées, par exemple, faire une certaine ERE, et ce, en l'absence d'une éducation dite formelle ou bien en complément à celle-ci.

Toutefois, il est possible de percevoir des éléments liés à l'ERE dans les négociations, mais généralement indirectement. En effet, lorsqu'il est question de renforcement des capacités, on s'assure que certains pays en développement ou des pays moins avancés (PMA) seront accompagnés dans leur préparation d'inventaires nationaux afin de faciliter les réunions internationales¹¹. Ainsi, une transmission de connaissances est faite d'États à États afin de « former » certains négociateurs sur les négociations et leurs exigences relatives au climat.

Lors de la CdP22, une journée de l'éducation a même été organisée afin de présenter diverses conférences sur le sujet et pour échanger sur les bonnes pratiques¹². L'éducation relève néanmoins une certaine importance.

Si on aborde les questions liées à l'éducation dans différentes trames de négociation – on l'aborde, entre autres, dans les enjeux liés à l'adaptation – elle ne bénéficie pas de financement comme c'est le cas pour le transfert technologique, par exemple. L'éducation est une trame de négociation transversale ; on ne l'a pas enfermée nulle part. Le fait de reléguer l'éducation à travers les nombreux thèmes de négociation

⁸ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

⁹ ENJEU, 2016, URL <http://enjeu.qc.ca/-A-propos-.html>

¹⁰ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

¹¹ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

¹² UNESCO, 2016, URL <http://fr.unesco.org/events/journee-thematique-education-cop-22-climat>

a pour conséquence d'aborder cet enjeu de manière parcellaire, et ce, sans moyens concrets (financiers ou autres)¹³.

Les CdP ne sont peut-être pas les meilleures plateformes où des avancées et des solutions peuvent être trouvées. Néanmoins, certains organes de l'Organisation des Nations unies (ONU), tels que l'UNESCO¹⁴, ainsi que d'autres organisations internationales, comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)¹⁵ et le secrétariat du Commonwealth¹⁶, ont mené des initiatives en éducation¹⁷.

L'OIF par l'entremise de son organe subsidiaire qu'est l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), fait de la formation durant l'année, mais aussi en marge des conférences internationales sur le climat pour permettre aux négociateurs, notamment de pays d'Afrique ou de PMA francophones, de mieux saisir les enjeux et de faciliter leur travail, d'autant plus que toutes ces négociations se déroulent généralement en anglais. L'IFDD crée également depuis quelques années un guide des négociateurs pour bien préparer les décideurs publics francophones aux négociations climatiques. Une version anglophone existe aussi maintenant, vu la forte demande¹⁸.

Ainsi, comme l'ERE ne semble pas occuper une place de prédominance dans les négociations climatiques, il apparaît intéressant de se pencher sur comment elle se traduit à l'échelle nationale. Le cas du Québec sera ainsi présenté afin de bien saisir la complexité de l'enjeu et de comprendre comment il peut s'articuler.

3. Portait de l'ERE au Québec

3.1 Mise en contexte

Bien que le Québec ait une longue histoire en matière d'éducation et formation relatives à l'environnement, notamment en développement durable, il n'existe actuellement pas un équilibre en l'éducation dite formelle et informelle.

Avant tout, il importe de définir ces deux concepts qui seront abordés tout au long de ce travail. Ainsi, l'éducation formelle se définit comme « organisé et structuré (par exemple dans un établissement d'enseignement ou de formation, ou sur le lieu de travail), et qui est explicitement désigné comme apprentissage [...]. L'apprentissage formel est intentionnel de la part de l'apprenant ; il débouche généralement sur la validation et la certification¹⁹ ». Alors que l'éducation informelle se traduit plutôt par des activités de la vie quotidienne liées au travail, à la famille ou aux loisirs, sans organisation, ni de

¹³ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

¹⁴ UNESCO, 2016, URL <http://fr.unesco.org/about-us/propos-de-lunesco>

¹⁵ OIF, 2016, URL <http://www.francophonie.org/-Qu-est-ce-que-la-Francophonie-.html>

¹⁶ The Commonwealth, 2016, URL <http://thecommonwealth.org/our-work>

¹⁷ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

¹⁸ IFDD, 2016, URL http://www.ifdd.francophonie.org/media/docs/publications/693_Guide_CdP22_climat_Fr_internet.pdf

¹⁹ L'Observatoire compétences-emplois de l'UQÀM, 2013, URL <http://www.oce.uqam.ca/article/apprentissage-formel-informel-non-formel-des-notions-difficiles-a-utiliser-pourquoi/>

structuration en ce qui concerne les objectifs, le temps ou les ressources. De plus, cette forme d'apprentissage est souvent non intentionnelle de la part de l'apprenant²⁰.

Depuis les débuts de l'ERE au Québec, ce sont généralement les organismes de la société civile et d'autres acteurs issus du milieu de l'éducation qui ont intégré l'éducation des jeunes et des adultes en leur expliquant le rapport personnel et social existant avec leur l'environnement²¹.

Un fonctionnaire du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec (MDDELCC), ayant préféré garder l'anonymat, affirme toutefois que par rapport à un défi aussi grand et à l'ampleur des solutions qui doivent être mises en avant, ce sont aux États que revient la responsabilité d'agir en premier lieu²².

À cet effet, le gouvernement du Québec a énoncé deux priorités en ERE dans son Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le PACC. La première vise à « diffuser les connaissances, les savoir-faire et les solutions en matière de réduction de GES et d'adaptation aux changements climatiques²³ » et la seconde souhaite « mobiliser le Québec en soutenant des initiatives de la société civile et des communautés²⁴ ». Récemment, le MDDELCC a également lancé, en mai 2016, le programme Action-Climat Québec. Ce programme, qui découle de la priorité 8 du PACC 2013-2020, finance des projets d'organismes à but non lucratif. Il est doté d'un budget de 12 millions de dollars. Certains projets, pilotés par les organismes, s'adressent aux jeunes, d'autres aux adultes²⁵. Enfin, le MDDELCC participe par ailleurs aux travaux du Comité interministériel sur l'harmonisation des activités destinées au réseau scolaire. Ce comité permet, entre autres, d'ajuster les interventions des différents ministères en matière environnementale²⁶.

Malgré toutes ces politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement du Québec, tous ne s'entendent pas pour dire que l'ERE formelle est aussi présente que la non formelle dans la province francophone canadienne²⁷. C'est pourquoi ces deux types d'apprentissages seront abordés dans cette prochaine section.

²⁰ L'Observatoire compétences-emplois de l'UQAM, 2013, URL <http://www.oce.uqam.ca/article/apprentissage-formel-informel-non-formel-des-notions-difficiles-a-utiliser-pourquoi/>

²¹ Sauvé, Lucie, 2009, URL <http://www.acef.ca/c/revue/pdf/EF-37-2-001-SAUVE.pdf>

²² Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

²³ Gouvernement du Québec, 2012, *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*, p. 15-16.

²⁴ Gouvernement du Québec, 2012, *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*, p. 16.

²⁵ Gouvernement du Québec, 2016, URL <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=3281>

²⁶ Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

²⁷ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes ; Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

3.2 L'ERE formelle au Québec ou le débat existant entre l'inclusion et l'ajout au cursus scolaire

Le cursus scolaire québécois

Il faut d'abord et avant tout affirmer que dans son cursus scolaire actuel et passé, le Québec n'a pas de cours qui porte directement sur l'environnement, ni sur le développement durable ou encore, les changements climatiques. Ceci est un fait. Néanmoins, depuis 2008, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) a un plan d'accompagnement des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés en matière de développement durable. Ce plan comprend entre autres un volet relatif au développement durable et un autre sur l'information et la sensibilisation à l'environnement²⁸.

Le Programme de formation de l'école québécoise, instauré en 2001 pour le primaire et le secondaire, inclut des domaines généraux de formation. Ceux-ci permettent aux enseignants d'avoir une intention éducative pour les situations d'apprentissage et d'évaluation. Parmi les cinq domaines, on y retrouve l'environnement et la consommation qui amènent « l'élève à entretenir un rapport dynamique avec son milieu, tout en gardant une distance critique à l'égard de la consommation et de l'exploitation de l'environnement²⁹ ». Ce domaine général de formation est la seule mention de la notion d'environnement dans le cursus scolaire formel québécois, mis à part la mention « changements climatiques » dans l'un des quatre concepts prescrits en enseignement des sciences au secondaire³⁰.

Le parascolaire et le soutien des OBNL

Ainsi, il n'existe aucun matériel pédagogique exclusif à l'éducation en vue du développement durable ni aucun manuel scolaire consacré à l'environnement, bien qu'il y ait quelques modules complémentaires³¹. Toutefois, il faut mentionner que l'école favorise ou instaure souvent à l'intérieur du milieu scolaire des activités parascolaires telles que des comités environnementaux, des comités verts ou des projets d'expo-sciences, par exemple³².

De plus, des organismes à but non lucratif (OBNL) offrent des activités d'éducation relative à l'environnement pour soutenir les enseignants, ce qui est une forme d'éducation formelle. Par exemple, la coopérative Forêt d'Arden, un organisme spécialisé en ERE, inclut des projets comme la *Bourse du carbone Scol'ERE* dans le volet formel de l'éducation, plus spécifiquement dans la discipline de la science et technologie au primaire. Les enseignants évaluent les projets des élèves et ces résultats font partie intégrante du cours, non pas comme dans un projet hors cours³³.

²⁸ Sauvé, Lucie, 2009, URL <http://www.acef.ca/c/revue/pdf/EF-37-2-001-SAUVE.pdf>

²⁹ Gouvernement du Québec, 2001, URL <http://www1.education.gouv.qc.ca/sections/programmeFormation/pdf/prform2001.pdf>

³⁰ Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

³¹ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l' cole de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

³² Sauvé, Lucie, 2009, URL <http://www.acef.ca/c/revue/pdf/EF-37-2-001-SAUVE.pdf>

³³ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Mazide, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

L'enseignement comme vecteur de changement dans l'ERE ?

Malgré le soutien de certains OBNL, l'ERE est souvent laissée au bon vouloir des enseignants. Si ces derniers ont un intérêt et des connaissances sur les changements climatiques, ils pourront en parler avec leurs élèves. Dans le cas contraire, l'environnement sera probablement mis de côté ou négligé³⁴. Charles-Hugo Maziade, directeur du projet *Bourse du carbone Scol'ERE* et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden, amène l'idée que le problème vient majoritairement du fait que les enseignants ne sont pas formés pour intégrer l'ERE dans les cours³⁵. En effet, aucune formation n'est donnée aux enseignants dans leur formation universitaire sur ce thème. Peu importe la matière, il faudrait que les enseignants soient capables d'intégrer des notions d'environnement et de bonnes pratiques dans différents projets. Nouvellement, l'Université Laval intègre à sa formation en enseignement un volet environnemental. L'UQAM semble également vouloir en intégrer un cela à son programme de formation³⁶. C'est une réalité qui rattrape le monde de l'enseignement.

Il semble y avoir beaucoup d'intérêt pour que les enseignants soient plus aptes à enseigner ou bien à intégrer des notions d'environnement dans leurs enseignements, mais il n'y pas d'avancées actuellement sur la façon dont seront formés les enseignants et comment intégrer cela aux cours existants. L'ERE informelle québécoise semble donc être une solution à un certain manque dans l'éducation formelle, ou du moins un complément essentiel.

3.3 L'ERE informelle au Québec : une solution à un manque ou un complément essentiel ?

L'ERE ne semble pas être une thématique destinée exclusivement à l'école au Québec (et dans probablement tous les États). Heureusement, diront certains. D'autres acteurs interviennent sans qu'on ne les associe directement à cet enjeu : « les grands médias, les municipalités, le réseau de la SÉPAQ, le réseau des parcs fédéraux, les scouts, les clubs 4H, les camps de vacances... Certaines entreprises s'impliquent également dans le débat, par exemple : Mountain Equipment Coop, Shell, IGA, Hydro-Québec, etc.³⁷ ».

Des organismes de la société civile comme ENJEU, la coopérative Forêt d'Arden, l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE)³⁸ et le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM (Centr'ERE)³⁹ sont même aujourd'hui spécialisés directement en ERE et visent à promouvoir celle-ci en sensibilisant, formant, éduquant et informant la population québécoise de tout âge et de tout horizon.

Ces différents groupes environnementaux vont faire des activités de sensibilisation, de formation du public, et pas seulement les jeunes. Chez ENJEU, la clientèle cible est les jeunes, car la transmission de

³⁴ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

³⁵ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

³⁶ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

³⁷ Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

³⁸ AQPERE, 2013, URL <http://www.aqpere.qc.ca/mission.htm>

³⁹ Centr'ERE, 2016, URL <https://centrere.uqam.ca/mission/>

connaissances d'enjeux environnementaux vise aussi des changements de comportements, nous dit Catherine Gauthier⁴⁰. Par exemple, chez ENJEU, ils pensent qu'adopter un mode de transport actif (vélo par exemple) ou collectif entre l'âge de 14 et 16 ans, au moment où l'on réfléchit à avoir ou non une voiture, est un gain sur une longue période de temps et il est aussi plus facile d'opérer des changements de comportements. « C'est plus facile que d'essayer de convertir quelqu'un dans la quarantaine qui a déjà des habitudes de vie prises depuis longtemps et qui a deux voitures à la maison », toujours selon Catherine Gauthier⁴¹.

Si on pousse encore un peu la réflexion, certaines organisations québécoises vont même jusqu'à devenir des pionniers en éducation et en formation relatives à l'environnement, et ce, à l'échelle internationale. C'est le cas, de la Centrale des syndicats du Québec, la CSQ, qui a joué un rôle très important dans le développement de l'ERE au Québec et à sa portée internationale dès les années 1990 ainsi que de l'AQPERE. Tous deux ont organisé le premier forum francophone sur l'ERE à portée mondiale réunissant plus d'une trentaine d'États à Montréal : le Forum Planète'ERE (1997)⁴². D'ailleurs, il n'est pas sans intérêt de savoir que la sixième édition de ce forum se tiendra au Québec, à Montréal, en 2017, pour son 20^e anniversaire⁴³ !

En plus de se pratiquer par d'autres acteurs que l'État et l'école, l'ERE s'étend également aux Centres de la petite enfance (CPE), aux parents et aux citoyens. Elle se présente pareillement par le savoir traditionnel, celui des autochtones, mais également par l'apport de diverses communautés. Enfin, il ne faut pas nier que les médias ont un certain rôle en matière d'ERE.

Lorsqu'on parle d'ERE, on pense rapidement à l'école, mais cette éducation doit se faire dès un jeune âge. Les CPE sont un lieu privilégié pour transmettre des connaissances, mais également pour sensibiliser les jeunes parents qui veulent faire ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants en continuant l'ERE à la maison. Certains CPE ont par exemple créé des bibliothèques de jouets en commun, afin de partager et réutiliser les jouets. D'autres font des potagers, un toit vert, des sorties écologiques où le transport actif ou collectif est bien sûr privilégié⁴⁴. Tout cela pour dire que l'éducation peut se faire à tout âge et qu'il est même plus facile de le faire quand des enfants sont réunis à un même endroit, ce qui n'est pas le cas dès l'âge de 16 ans, âge où l'école n'est plus obligatoire et où il devient plus difficile de réunir les gens pour les informer et les sensibiliser aux enjeux environnementaux.

Même les parents ont un rôle à jouer. Ils se doivent en quelque sorte d'avoir de bonnes pratiques et de comprendre les enjeux environnementaux, afin de poursuivre la formation donnée aux enfants et de la transformer en actions concrètes à la maison. Il faut d'ailleurs démystifier des mythes persistants, tant chez les enfants que chez les adultes. Pour ce faire, la Coop Forêt d'Arden a mis en place un « parcours vert » pour les citoyens. Ainsi, ils leur font visiter des centres de traitement, de tri et de recyclage. Cela

⁴⁰ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

⁴¹ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes

⁴² Sauvé, Lucie, 2009, URL <http://www.acelf.ca/c/revue/pdf/EF-37-2-001-SAUVE.pdf>

⁴³ Allard, Daniel, 2015, URL <https://www.commercemonde.com/2015/12/6e-forum-planetere-mtl-2017/>

⁴⁴ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

permet aux citoyens de prendre conscience de l'impact des déchets qu'ils jettent sur l'environnement et d'observer le traitement des matières résiduelles⁴⁵.

L'AP fait référence à l'accès à l'information, et les médias peuvent contribuer à rendre l'information plus accessible à tous. Selon Catherine Gauthier, les médias ont un rôle à jouer, dans le sens où il faut attirer l'attention du public sur des questions qu'il ne rencontrera pas nécessairement dans leur quotidien. Toutefois, elle ajoute que les médias ne jouent pas un rôle d'éducateur sur la manière et les raisons d'opérer des changements pour avoir un environnement plus sain⁴⁶. Par exemple, ils ne donnent pas la base de la science du climat. De même, les médias ne semblent pas s'attaquer au problème dit structurel. En effet, prendre une nouvelle de manière isolée n'est pas suffisant pour comprendre la complexité des changements climatiques. Bien qu'il existe des émissions spécialisées en matière environnementale, celles-ci ne permettent pas forcément de rejoindre le grand public⁴⁷.

Enfin, les savoirs issus des communautés autochtones ou de certains peuples apparaissent comme essentiels selon plusieurs experts. En effet, les connaissances ancestrales sont parfois mieux adaptées pour répondre à un défi issu des changements climatiques. Par exemple, dans les mesures d'adaptation, si on pense au moment où les sols dégèlent ou au moment où il y a beaucoup de précipitations, il est primordial d'être capable de prévenir l'érosion des sols pour l'agriculture. On peut développer des technologies complexes, mais il suffit parfois de miser sur des espèces indigènes d'arbres ou de végétaux pour freiner l'érosion des sols, alors qu'aucune donnée scientifique ou politique publique n'en fait mention. Il est donc important de ne pas sous-estimer les connaissances des populations locales afin de trouver la ou les meilleures solutions pour combattre les conséquences des changements climatiques⁴⁸. C'est en s'intéressant aux autres cultures qui nous entourent qu'il est plus facile de faire de meilleurs choix et de mieux comprendre la portée de nos actions, notamment en environnement⁴⁹.

3.4 Les limites de l'ERE au Québec

La principale limite de l'ERE au Québec est sans aucun doute la pratique formelle. En effet, on ne retrouve presque rien dans le système d'éducation québécois qui relève d'une éducation environnementale. Pourtant, le portrait est tout à fait différent si on se déplace sur le continent africain. Plusieurs pays ont déjà intégré des cours sur les changements climatiques et à l'environnement depuis un bon nombre d'années⁵⁰. Ici, le Québec apparaît comme en retard par rapport à différents États de l'Afrique francophone.

⁴⁵ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

⁴⁶ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

⁴⁷ Samson, Éric, 2013, URL <http://jne-asso.org/blogjne/2013/12/07/les-medias-acteurs-de-leducation-a-lenvironnement-et-au-developpement-durable-eedd/>

⁴⁸ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

⁴⁹ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

⁵⁰ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

Aujourd'hui, il est possible de se rendre compte qu'il n'y a pas un très bon niveau de connaissances sur les enjeux liés à l'environnement et plus spécifiquement aux changements climatiques au Québec. Cette lacune touche différentes tranches d'âges et cela démontre, en quelque sorte, que l'éducation formelle sur l'environnement n'est pas bien intégrée dans la formation des Québécois.

L'éducation informelle connaît elle aussi des limites notables. Effectivement, il n'existe actuellement aucun programme ou mécanisme financier qui encourage des initiatives relatives à l'environnement par des groupes de la société civile. Ainsi, les moyens pour faire autant de l'éducation formelle qu'informelle sont très limités. Catherine Gauthier croit qu'au Québec, cela relève du gouvernement du Québec de mettre en œuvre des programmes et de soutenir financièrement l'ERE peu importe la forme qu'elle prend⁵¹. Les ministères au Québec fonctionnent beaucoup en silo au niveau du financement ce qui fait qu'il y a quelques impasses dans les projets, même si le contraire est souhaitable⁵².

De plus lorsqu'on demande au gouvernement si une réforme du système d'éducation est souhaitable, il répond que l'éducation aux changements climatiques se fait déjà à travers le programme de l'école québécoise. Il rappelle également que ce n'est pas seulement à travers l'école que l'éducation aux changements climatiques doit se faire. Ici, le gouvernement du Québec, plus spécifiquement le MDDELCC, se réfère à la notion d'éducation telle qu'elle est définie à l'article 6 de la CCNUCC, on y note que le système scolaire n'est pas privilégié, puisqu'il ne permet pas de rejoindre les adultes⁵³.

Sommes toutes, d'autres défis persistent en ERE au Québec. Notamment, le développement de politiques publiques favorisant le croisement entre éducation et environnement, la formation des éducateurs des milieux formels et non formels ainsi que le soutien à la recherche interdisciplinaire et intersectorielle⁵⁴.

Relativement à ces limites et défis, il est possible de se demander où le Québec peut puiser des idées de solutions ou des façons de faire qui ont fait leurs preuves ailleurs. Comme mentionné précédemment, certains États francophones d'Afrique ont déjà inclus des cours relatifs à l'environnement et aux changements climatiques dans leur cursus scolaire. Se pencher sur ces différentes options dans l'EF africain semble donc très pertinent.

4. Portait de l'ERE dans l'espace francophone africain

4.1 Mise en contexte

Il n'existe pas de définition unique de la Francophonie, il est donc dès lors délicat de définir l'espace francophone (EF). Malgré l'absence d'une définition unique, il existe un ensemble de critères qui permettent de délimiter cet espace. L'approche « politico-administrative » identifie les pays francophones selon un critère politique ou administratif, tandis que l'autre critère, « démo-linguistique »

⁵¹ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, Entrevue avec Catherine Gauthier, Directrice générale d'Environnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

⁵² Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

⁵³ Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.

⁵⁴ Sauvé, Lucie, « L'éducation relative à l'environnement », dans Bourg, D. et Papaux, A., *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 376-379.

se focalise sur la taille de la population francophone de chaque pays⁵⁵. Selon une approche mixte⁵⁶ proposée, l'EF engloberait donc tout pays satisfaisant l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- le français est la langue officielle ;
- une fraction significative (20 %) de la population est francophone.

Cependant, dans le cadre de ce travail précis sur la place de l'ERE dans l'EF africain, un autre critère est rajouté à la définition pour limiter cet espace francophone aux pays francophones du continent africain. L'ajout de ce critère permet donc de relever les 25 États dans l'EF africain, soit : l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, les Maurice, le Niger, la RDC, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, le Togo et la Tunisie. L'étude de la place de l'éducation environnementale dans l'EF africain ouvre donc la voie à un vaste choix compte tenu des nombreux pays francophones africains avec une stratégie en éducation environnementale.

L'ERE dans l'espace francophone africain peut être regroupée en trois grandes catégories soit l'éducation formelle, l'éducation informelle et l'éducation non formelle. Avant d'évaluer sa place dans le secteur formel et informel, il importe de comprendre le cadre institutionnel et juridique de l'ERE dans l'espace francophone africain.

4.2 Le cadre institutionnel et juridique de l'ERE dans l'espace francophone africain

Les engagements des pays de l'EF africain sont démontrés à travers des politiques et des stratégies nationales en matière d'ERE. À titre d'exemple, les cas du Burkina Faso, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire seront relevés pour démontrer la teneur des engagements d'une grande partie des États africains issus de l'EF.

Ainsi au Burkina Faso, une première politique au profit de l'éducation environnementale a été développée dès les années 1980 dans les établissements secondaires avec l'appui financier de l'UNESCO et une deuxième, en 1982, dans les écoles primaires⁵⁷. Avec l'adoption d'un code de l'environnement, l'éducation environnementale dans tous les ordres d'enseignement venait d'être instaurée. Les départements ministériels concernés, soit le Ministère de l'Environnement et les ministères chargés de l'Éducation (ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation et le ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique) ont donc élaboré une stratégie nationale d'éducation environnementale. Par la suite, le Ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation a élaboré un plan d'action en éducation environnementale. La direction du ministère

⁵⁵ Carrère, Céline et Maria Masood *Étude sur le poids économique de la langue française dans le monde* Fondation pour les études et recherches sur le développement international URL http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Etude_sur_le_poids_economique_de_la_langue_francaise_dans_le_monde_cle461331.pdf

⁵⁶ Carrère, Céline et Maria Masood *Étude sur le poids économique de la langue française dans le monde* Fondation pour les études et recherches sur le développement international URL http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Etude_sur_le_poids_economique_de_la_langue_francaise_dans_le_monde_cle461331.pdf

⁵⁷ Ouédraogo, Binto. « La gestion de l'eau et l'éducation environnementale dans les documents pédagogiques au Burkina Faso : Les expériences de l'UNICEF et de la fondation Helen Keller International au Burkina Faso » *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2003, URL <https://vertigo.revues.org/1968>

de l'Environnement chargée de la promotion du développement durable a eu la responsabilité de coordonner les actions de mise en œuvre de l'éducation environnementale.

Au Sénégal, la volonté nationale de faire de l'éducation, un levier pour prendre en charge les défis environnementaux, est stipulée dans l'article L7 du code de l'environnement. Cet article mentionne que :

« [l']État garantit à l'ensemble des citoyens le droit à une éducation environnementale. Dans ce cadre, les institutions publiques et privées ayant en charge l'enseignement, la recherche ou la communication se doivent de participer à l'éducation, à la formation et à la sensibilisation des populations aux problèmes d'environnement : en intégrant des programmes permettant d'assurer une meilleure connaissance de l'environnement dans leurs activités; et en favorisant le renforcement des capacités des acteurs environnementaux⁵⁸. »

Ce cadre a instauré la mise en place d'une Cellule d'Éducation et de Formation à l'Environnement (CEFE) en tant qu'organe technique du Ministère de l'Environnement. Quant au Ministère de l'Éducation, il a mis en place le Programme de Développement de l'Éducation et de la Formation (PDEF) qui intègre les préoccupations environnementales afin de s'aligner à la vision du Ministère de l'Environnement⁵⁹.

En Côte d'Ivoire, l'élaboration et l'adoption de la *Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996*⁶⁰ qui fixe le cadre général des champs du renforcement des textes juridiques et institutionnels relatifs à l'environnement a permis de concrétiser des initiatives en lien avec l'Agenda 21 de manière à faire de l'éducation environnementale, partie intégrante du processus de renforcement des capacités et de la participation de la société civile⁶¹.

4.3 Place de l'ERE formelle dans l'espace francophone africain : l'exemple du Burkina Faso et de la Guinée

Dans de nombreux pays de l'EF africain tels que le Burkina Faso ou la Guinée, l'ERE est intégrée dans les cursus avec des axes sur les préoccupations environnementales, les relations entre l'humain et son environnement, les questions environnementales, ainsi que la sensibilisation à l'environnement.

Au Burkina Faso, l'éducation formelle est menée à travers des programmes d'éducation applicables au préscolaire, au primaire, aux Médersas (écoles religieuses), au secondaire, au cycle supérieur et aux écoles professionnelles destinées aux civils et aux militaires. Au post-primaire et au secondaire, le guide d'éducation environnementale porte sur des généralités en matière environnementale et pédagogique, des fiches d'apprentissage dans des disciplines telles que l'histoire et la géographie, le français, les sciences de la vie et de la terre ainsi que les sciences physiques. Finalement, il comporte des notes techniques relatives à l'environnement⁶². Les méthodes d'apprentissage appliquées au Burkina Faso vont varier d'un milieu scolaire à un autre. Ainsi, dans le système préscolaire, au primaire et les Médersas, les

⁵⁸ Sénégal, *Loi n° 2001 - 01 du 15 Janvier 2001*

⁵⁹ Niang, Aboubakry Sadikh « L'état de la situation et des perspectives d'avenir de l'éducation relative à l'environnement au Sénégal », 2010, URL <http://www.planetere.org/bulletin/2010/pdf-doc/ete/Situation-ERE-Senegal.pdf>

⁶⁰ Côte d'Ivoire, *Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996*

⁶¹ Djane, Kabran Aristide et Véronique Chiani Niango « L'État de la situation et des perspectives d'avenir de l'Éducation relative à l'environnement (ERE) en Côte d'Ivoire », 2010, URL <http://www.planetere.org/bulletin/2010/pdf-doc/ete/Etat-ERE-Cote%20Ivoire.pdf>

⁶² Tilado Appolinaire Abga et Herman Toe « Éducation environnementale : un guide pour les scolaires au Burkina Faso » *Médiaterre*, URL : <http://www.mediatere.org/afrique-ouest/actu,20120717183426.html>

méthodes actives sont privilégiées tandis que les méthodes considérées répressives seront ignorées. Au secondaire et dans les Médersas (, la méthodologie est bien différente. Les méthodes interrogatives, actives, ainsi que de résolution de problème et la démarche de « mini » projet sont utilisées. L'organisation de conférences, d'exposés, de débats, de journées portes ouvertes, de concours et de visites d'échanges fait partie des moyens d'éducation privilégiés. Dans le contexte universitaire, l'Université de Ouagadougou offre depuis 2013 une nouvelle formation dans son programme de maîtrise en environnement. Le contenu pédagogique de la formation comprend quatre axes dont les changements climatiques pour former des étudiantes et des étudiants, des cadres, des gestionnaires et des planificateurs afin de renforcer les capacités dans une nouvelle dynamique de gestion de l'environnement⁶³. Les cours magistraux relevant de l'écologie, de l'environnement, du droit, de la philosophie de l'environnement, ou encore de la gestion des écosystèmes, les conférences animées par les experts ou les personnes ressources ainsi que les recherches individuelles telles que les mémoires ou les thèses, ou en groupe sont les canaux d'apprentissage privilégiés au cycle supérieur. Quant au niveau de la formation professionnelle, la méthode de résolution de problème, la démarche de mini-projet et les techniques de travail en groupe, les jeux de rôle, les études de cas et les simulations sont les approches préconisées.

En Guinée, il existe également plusieurs programmes liés à l'ERE. Il y a un programme de formation initiale destiné aux élèves des écoles normales d'instituteurs. Le Centre d'éducation à l'environnement et au développement (CEED), placé sous la tutelle du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle assure la formation initiale des ingénieurs agronomes et des professeurs d'histoire, de biologie et de géographie du secondaire, ainsi que d'autres conseillers pédagogiques maîtres-formateurs. Au premier cycle de l'enseignement supérieur, des cours d'ERE sont dispensés à la faculté des sciences de l'environnement de N'Zérékoré à l'Institut de Formation à Distance de Conakry. Quant au deuxième cycle, il est offert un programme de maîtrise en sciences de l'environnement au Centre d'étude et de recherche en environnement (CERE) de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, avec 15 promotions déjà formées et pour la plupart diplômées⁶⁴.

4.4 La scène non formelle et informelle de l'ERE dans l'espace francophone africain

L'ERE ne se limite aux établissements d'enseignement formel puisque l'individu acquiert également une prise de conscience par sa vie sociale et ses relations sociales. Dans de nombreux pays francophones d'Afrique, pour faire face aux enjeux socioécologiques il est fait souvent recours à l'éducation informelle en ERE⁶⁵. Le public cible de l'éducation informelle comprend en général l'ensemble de la population autant en milieu urbain que rural. Le public ciblé comprendra donc les élus, les leaders d'opinion, les commerçants, les enfants défavorisés dans la rue ou en situation difficile, les agents de l'administration et les travailleurs du secteur privé, les autres travailleurs du secteur informel, les femmes, les jeunes, etc.⁶⁶.

⁶³ Ministère de l'Environnement et du développement Durable du Burkina Faso, 2014
« Un nouveau diplôme en environnement à l'université de Ouagadougou » *Médiaterre*, 27 janvier, URL
<http://www.mediaterre.org/afrique-ouest/actu,20140303142355.html>

⁶⁴ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 13 décembre 2016.

⁶⁵ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

⁶⁶ Tiendrebeogo, Mahamadou (s.d.), « Éducation environnementale au Burkina Faso : Point focal article 6 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques » *UNFCCC*, URL
https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/education_and_outreach/application/pdf/burkina_faso_environmental_education_in_burkina_faso.pdf

À titre d'exemple, dans la zone côtière et marine d'Afrique de l'Ouest, les principaux acteurs du Programme régional de conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest (PRCM) ont recommandé, dès 2005, que des actions de communication et d'éducation environnementale soient développées dans les sept pays côtiers de l'espace du PRCM. Ces actions avaient pour but, l'adoption de bonnes conduites environnementales chez les populations du littoral en vue de sauvegarder les écosystèmes côtiers dont dépendent les communautés pour leur sécurité alimentaire et leur bien-être. En 2006, la Guinée a donc mis en place un réseau d'acteurs en éducation et en communication environnementales. Toutefois, malgré des actions de plaidoyer menées par ces acteurs, notamment à travers leurs organisations non gouvernementales, auprès des décideurs du système éducatif afin de soutenir l'éducation, cette insertion reste partielle⁶⁷. Les outils et supports de communication utilisés dans cette perspective d'ERE vont être la radio, la télévision, la presse écrite, les affiches, les concours, les pièces de théâtre, les documentaires, les réunions diverses, les journées portes ouvertes, les expositions sur différents thèmes en lien avec l'environnement ainsi que les manuels simples à l'usage du citoyen. Les conférences, les parcs et les jardins potagers sont également des supports d'éducation⁶⁸.

Le rôle des facteurs socioculturels

Au Burkina Faso, les valeurs traditionnelles et autres systèmes de valeur du milieu qui facilitent la participation populaire sont intégrés dans l'éducation environnementale. En effet, les facteurs socioculturels tels que les traditions, les coutumes, les croyances et les tabous sont des éléments déterminants qui influencent les comportements des populations vis-à-vis de la sauvegarde de la biodiversité. Liés aux valeurs et normes sociales, ces facteurs motivent les décisions, pratiques et actions des populations. Afin de toucher le plus de gens, les langues nationales et les lieux de culte dont les mosquées, les temples et les églises vont être également sollicités pour livrer des messages environnementaux aux différents fidèles⁶⁹.

Le rôle des médias

Les médias sont un outil important dans de nombreux pays de l'EF africain, dont au Burkina Faso en ce qui a trait à l'ERE⁷⁰. En effet, ils sont un moyen efficace pour attirer l'attention sur les problèmes environnementaux, sensibiliser le public aux problèmes et, par conséquent, peuvent contribuer à créer la pression publique pour faire quelque chose à ce sujet. D'une part, ils aident à expliquer les politiques, les règlements et les plans environnementaux au public et, d'autre part, ils reflètent les préoccupations du public en ce qui concerne les différents problèmes environnementaux et exercent ainsi une pression sur les décideurs pour qu'ils puissent résoudre un problème environnemental spécifique⁷¹.

⁶⁷ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

⁶⁸ Tiendrebeogo, Mahamadou (s.d.), « Éducation environnementale au Burkina Faso : Point focal article 6 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques » *UNFCCC*, URI https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/education_and_outreach/application/pdf/burkina_faso_environmental_education_in_burkina_faso.pdf

⁶⁹ Tiendrebeogo, Mahamadou (s.d.), « Éducation environnementale au Burkina Faso : Point focal article 6 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques » *UNFCCC*, URI https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/education_and_outreach/application/pdf/burkina_faso_environmental_education_in_burkina_faso.pdf

⁷⁰ Tiendrebeogo, Mahamadou (s.d.), « Éducation environnementale au Burkina Faso : Point focal article 6 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques » *UNFCCC*, URI https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/education_and_outreach/application/pdf/burkina_faso_environmental_education_in_burkina_faso.pdf

⁷¹ Neelima, B. N. et Utama Reddy R., « Environmental Education through Media », *International Journal of Science and Research (IJSR)*, URI <https://www.ijsr.net/archive/v3i3/MDYwMzE0MDI%3D.pdf>

Bien que la capacité actuelle des médias à contribuer à l'éducation environnementale ne soit pas suffisamment utilisée, les médias restent un outil très important. En 2015, il a été créé au Togo, *Écoconscience TV*, une plateforme web sous régionale qui offre au public et aux médias partenaires des articles de fond, des reportages vidéo, des émissions thématiques liées au développement durable. L'objectif d'*Écoconscience TV* est d'informer, d'éduquer et d'amener les populations à adopter un comportement « écoresponsable » en vue de préserver la planète terre et de mettre également en avant les initiatives locales⁷². Présent à la CdP22 à Marrakech en novembre 2016, *Écoconscience TV* a diffusé les dessous de la conférence à travers des entrevues et des reportages sur des sujets clés pour l'Afrique francophone concernant les enjeux liés aux changements climatiques⁷³.

Le rôle des organisations non gouvernementales dans l'ERE

La contribution des organisations non gouvernementales (ONG), locales ou internationales est cruciale dans l'ERE, autant sur la scène formelle qu'informelle. Elles viennent en appont aux États francophones de l'espace africain. Au Cameroun, il existe de nombreuses associations qui appuient les initiatives dans les domaines de l'ERE. Ainsi, le Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire et le Syndicat National de l'Enseignement Primaire, Maternel et Normal assurent la formation en matière d'ERE aux formateurs au sein des organisations. Un forum pour la gestion environnementale, animé par les étudiants de l'Université de Yaoundé I, les nombreux clubs des Amis de la Nature (CAN) disséminés au sein des établissements scolaires et qui viennent de se regrouper en un réseau national des clubs des amis de la nature, appelé (ACAN), contribuent également à l'ERE⁷⁴. Au Sénégal, les ONG agissent dans le cadre de la préservation des ressources naturelles, de la conservation de la zone côtière et maritime en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans la tâche de formation dans le but d'établir une conscience citoyenne écologique au niveau scolaire⁷⁵. D'autres actions sont notées à travers l'implication de la société civile bénéficiant de l'encadrement d'ONG.

4.5 Les lacunes de l'ERE dans l'espace francophone africain

Malgré la présence d'initiatives en matière d'ERE, elles ne sont pas toutes synonymes de réussite. Selon Bah Mamadou Boye, enseignant-chercheur et spécialiste en éducation relative à l'environnement, en République de Guinée, l'intégration de l'ERE dans les programmes scolaires reste partielle et même timide par endroit dans l'espace francophone africain.

En Afrique de l'Ouest francophone, il existe des structures d'accueil et une volonté de légitimation formelle de l'ERE. Cependant, malgré les engagements verbaux de la sphère politique, le champ de l'ERE n'est pas encore un axe prioritaire, car les stratégies de son institutionnalisation ne sont pas clairement définies et maîtrisées et les moyens de mise en œuvre laissent à désirer⁷⁶. De plus, là où des efforts d'intégration dans les cursus ont été déployés tels qu'en Guinée, qu'au Burkina Faso, qu'au Sénégal, qu'en Côte d'Ivoire ou qu'en République démocratique du Congo (RDC), la trame entourant le cursus est organisée autour de disciplines telles que la biologie, les sciences physiques, la chimie, l'histoire, la géographie et l'éducation civique plutôt qu'autour de situations d'apprentissage. Cependant, les

⁷² Écoconscience TV, 2016, URL <http://www.cop22-morocco.com/fr/repertoire/eco-conscience-tv-33.html>

⁷³ Écoconscience TV, 2016, URL <http://www.ecoconscience.net/category/reportages/>

⁷⁴ «État de la situation et perspective de l'éducation relative à l'environnement pour le développement durable au Cameroun » 2010, URL <http://www.planetere.org/bulletin/2010/pdf-doc/ete/Etat-ERE-DD-P4-Cameroun.pdf>

⁷⁵ Niang, Aboubakry Sadikh « L'état de la situation et des perspectives d'avenir de l'éducation relative à l'environnement au Sénégal ».

⁷⁶ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

spécialistes de l'ERE conçoivent cette dernière comme un concept interdisciplinaire⁷⁷ alors qu'en pratique, certains programmes d'enseignement scolaire abordent les aspects relatifs à l'environnement de manière sectorielle, ponctuelle et cloisonnée dans quelques cours. L'ERE n'est donc pas encore une dimension intégrante de l'éducation globale telle que préconisée par les chercheurs du monde entier⁷⁸.

Par conséquent, les stratégies d'enseignement et les outils utilisés suscitent peu d'engouement et d'apprentissage chez les apprenants⁷⁹ et, de ce fait, l'ERE n'occuperait pas encore la place qui lui revient non seulement dans le secteur de l'enseignement, mais aussi dans les autres secteurs de la société, demeurant donc un concept étranger au public comme c'est le cas en RDC. D'ailleurs, une étude dans ce pays a permis de constater que les élèves ne bénéficiaient pas d'un encadrement scolaire qui favoriserait l'émergence d'une éthique environnementale dans leur quotidien, mais qu'ils avaient plutôt des connaissances parsemées sur l'environnement. Malgré tout, ces connaissances peuvent quand même jouer un rôle de levier dans une éventuelle dynamique d'éducation à l'environnement. Aussi, il y a été noté que les enseignants souffrent d'un déficit réel en formation relative à l'environnement affectant ainsi leur capacité à répondre efficacement à leurs devoirs d'éducateurs⁸⁰. Une autre étude menée en Côte d'Ivoire sur la place de l'ERE à l'école primaire démontre que le contenu des enseignements relatifs à l'environnement ne semble pas être suffisamment explicite⁸¹. La méthode d'enseignement souffre d'une insuffisance de matériels didactiques et pédagogiques. Aussi, il est noté un paradoxe entre les discours et les actions des élèves et enseignants, en lien avec les attitudes et les comportements en matière d'environnement⁸².

5. La question de l'éducation aux changements climatique en ERE

À la question de savoir si l'ERE englobe généralement l'éducation aux changements climatiques, selon Catherine Gauthier⁸³, directrice d'ENvironnement JEUnesse, et Bah Mamadou Boye⁸⁴, c'est bien le cas. Le champ de l'ERE couvre les aspects liés aux changements climatiques et va au-delà. Cependant l'éducation aux changements climatiques bien que transversale et objet de beaucoup de débats aujourd'hui notamment à l'occasion des conférences, de colloques, de séminaires et autres ateliers de formation des cadres et responsables des départements ministériels en Afrique francophone, de même qu'au Québec, est loin d'être formalisée⁸⁵.

⁷⁷ Kasele-Mbungu, Patrick, 2013, *Éducation relative à l'environnement en milieu scolaire en république démocratique du Congo*, M.A. Université de Kinshasa, URI [http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU\(2013\).pdf](http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU(2013).pdf)

⁷⁸ Kasele-Mbungu, Patrick, 2013, *Éducation relative à l'environnement en milieu scolaire en république démocratique du Congo*, M.A. Université de Kinshasa, URI [http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU\(2013\).pdf](http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU(2013).pdf)

⁷⁹ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

⁸⁰ Kasele-Mbungu, Patrick, 2013, *Éducation relative à l'environnement en milieu scolaire en république démocratique du Congo*, M.A. Université de Kinshasa, URI [http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU\(2013\).pdf](http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU(2013).pdf)

⁸¹ Brou, Ahossi Nicolas « Éducation relative à l'environnement en Milieu scolaire ivoirien : réflexion pour un regard critique », *European Scientific Journal*, Janvier 2016, vol.12, no.2, 16.

⁸² Brou, « Éducation relative à l'environnement en Milieu scolaire ivoirien : réflexion pour un regard critique ».

⁸³ Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.

⁸⁴ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

⁸⁵ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

Selon Marcel Sow⁸⁶ et Liliane Dionne⁸⁷, une réorientation visant l'enrichissement du cursus s'avèrerait indispensable pour formaliser l'éducation au changement climatique. Ils recommandent, entre autres, l'intégration des concepts de santé environnementale et de lutte contre le déboisement et la désertification. La question climatique y trouverait donc sa place, selon Bah Mamadou Boye qui insiste cependant sur l'importance de formaliser, de définir les stratégies de son institutionnalisation et de trouver les ressources nécessaires pour sa mise en œuvre. Il serait aussi urgent de capitaliser tous les acquis en matière de savoirs locaux des communautés à la base, dont les pratiques culturelles et les modes d'adaptation aux changements climatiques⁸⁸.

6. Bonnes pratiques observées ailleurs et applicables au Québec

Il y a des tonnes de façons d'intégrer davantage l'ERE, autant formelle qu'informelle, dans le système québécois et dans sa population. Sur le plan informel, on peut penser à des groupes d'élèves ou des citoyens qui font des projets communs relatifs à l'environnement. Il est important d'avoir une diversité de projets avec des sujets qui puissent interpeller les différentes personnes de la société. La culture, la musique, le compostage à l'école, le théâtre, les sciences et le sport sont quelques-uns des exemples. Le gouvernement a un rôle dans le soutien de ces projets. Ce type de projets est souvent préconisé dans des EF d'Afrique, notamment en Côte d'Ivoire⁸⁹. Le gouvernement du Québec gagnerait ainsi à financer des projets éducatifs en environnement, comme le fait le gouvernement ivoirien.

Il y a effectivement une intégration de l'ERE en milieu scolaire dans l'EF africain tel que le démontre non seulement les politiques et la législation dans les différents pays, mais aussi les initiatives. Cependant, il est observé que ces initiatives ne peuvent pas être fructueuses en absence de financement ou en l'absence d'implication de tous les acteurs de l'éducation et de l'environnement. En effet, une ERE fructueuse devrait solliciter l'implication et la participation de tous les acteurs de l'éducation globale et de l'environnement, autant au Québec qu'en Afrique francophone. Quant à l'intégration des séquences d'ERE dans les cursus y compris des contenus et stratégies liés à l'éducation aux changements climatiques, Bah Mamadou Boye rajoute qu'elle devrait se faire par adjonction. En effet, il peut arriver qu'un contenu d'ERE ne trouve pas un point d'entrée dans les leçons du programme en vigueur. Il faudrait donc l'insérer dans le programme de la discipline réceptrice en y trouvant un point d'entrée avant ou après une leçon avec laquelle elle entretient des affinités.

Quant aux initiatives de l'EF africain, malgré qu'elles soient porteuses, les contextes n'étant pas les mêmes, il y a des questionnements quant aux exemples à répliquer pour le Québec⁹⁰. Cependant, les recommandations applicables au secteur formel dans l'EF africain s'appliqueraient au Québec, sur les points suivants :

- la conception de l'ERE comme un concept interdisciplinaire de manière à aborder les aspects relatifs à l'environnement de manière globale ;

⁸⁶ Sow, Marcel, « Pratiques culturelles et conservation de la biodiversité en Guinée » *Revue ERE UQAM*, vol.4, no. 19, 2003 URL http://www.revue-ere.uqam.ca/categories/PDF/Volume4/19_Sow_M.pdf

⁸⁷ Dionne, Lilliane « Pertinence de l'éducation relative à l'environnement et voies de recherche en Afrique Réflexions issues d'une étude en Guinée » *Revue ERE UQAM*, vol.1, no.3, 1998-1999, URL http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/Volume1/regards/EREV01_III_155.pdf.

⁸⁸ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

⁸⁹ Nadon, Philippe, *Prise de note lors de la conférence sur l'Éducation relative au Développement Durable organisé par l'ONG « Ivoire DD » au stand de la Côte d'Ivoire*, UNFCCC, Marrakech, 11 novembre 2016.

⁹⁰ Komassi, Awovi, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*.

- l'implication et la participation continue de tous les acteurs de l'éducation globale et de l'environnement ;
- la prise en compte par les décideurs des pratiques culturelles des communautés ainsi que leurs croyances dans une société québécoise qui se dit multiculturelle.

Quant au secteur informel, des améliorations peuvent être faites, notamment avec :

- la prise en compte des facteurs socioculturels dans le développement des activités d'éducation, afin de toucher toutes les couches de la société ainsi que les différentes croyances ;
- l'implication des lieux de culte dans l'ERE pour toucher une autre tranche de la population et s'assurer que la prise de conscience environnementale soit l'affaire de tous ;
- une importance accordée à l'art afin de créer une implication de la part du public à travers des pièces de théâtre ou encore des expositions sur des thèmes en lien avec l'environnement ;
- et enfin, un meilleur soutien des décideurs politiques envers les ONG qui œuvrent dans l'ERE.

7. Conclusion

Aujourd'hui, les Québécois reconnaissent l'existence des changements climatiques et les attribuent aux activités humaines. Les solutions aux changements climatiques sont connues elles aussi. Malheureusement, l'urgence de la situation demande des changements rapides. L'éducation environnementale des jeunes n'est, seule, probablement pas suffisante pour y arriver, parce qu'elle implique un changement à long terme. Ce qui ne veut pas dire qu'elle doit être mise de côté. Les bonnes pratiques observées ailleurs doivent être une source d'inspiration, mais doivent surtout être appliquées. L'éducation formelle et informelle ont toutes les deux une importance capitale, et si la question fait largement consensus au sein des 197 États parties à la CCNUCC, il leur revient la responsabilité d'agir à titre de joueur clé, mais également de facilitateur, car l'éducation relative à l'environnement, à l'instar des changements climatiques, est aujourd'hui l'affaire de tous.

Charles-Hugo Maziade, de la coopérative Forêt d'Arden, ajoute également que l'éducation relative à l'environnement à elle seule ne peut opérer le changement⁹¹. Il est bien beau de parler d'environnement et de changements climatiques, mais il faut favoriser davantage, par l'éducation globale des gens, le développement de l'esprit critique, le développement de la morale et le développement de l'éthique afin d'obtenir des changements notables et positifs pour nos sociétés. En commençant par ce type d'éducation, on permettra aux citoyens de faire de bons choix réfléchis non seulement en environnement, mais aussi dans le social, l'économie et bien d'autres sphères de la société.

On arrive à se convaincre parfois de marcher cinq minutes au lieu d'utiliser notre voiture, mais on finit presque toujours par prendre la voiture. La question ici est de savoir pourquoi il y a une difficulté à respecter ce qui semble être la meilleure option, et c'est précisément un des atouts de l'ERE de pouvoir se pencher sur ces enjeux !

⁹¹ Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.

Bibliographie

- Allard, Daniel, 2015, URL <https://www.commercemonde.com/2015/12/6e-forum-planetere-mtl-2017/>
- AQPERE, 2013, URL <http://www.aqpere.qc.ca/mission.htm>
- Bah, Mamadou Boye, *Apports, limites et enjeux de l'apprentissage par problèmes pour le développement de compétences associées au champ de l'éducation relative à l'environnement : une étude de cas en milieu universitaire guinéen*, M.A, Université du Québec à Montréal, 2012, URL <http://www.archipel.uqam.ca/5267/1/D2399.pdf>
- Brou, Ahossi Nicolas « Éducation relative à l'environnement en Milieu scolaire ivoirien : réflexion Pour Un Regard Critique », *European Scientific Journal*, Janvier 2016, vol.12, no.2, 389-404.
- Carrère, Céline et Maria Masood « Étude sur le poids économique de la langue française dans le monde » *Fondation pour les études et recherches sur le développement international* URL http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Etude_sur_le_poids_economique_de_la_langue_francaise_dans_le_monde_cle461331.pdf
- Centr'ERE, 2016, URL <https://centrere.uqam.ca/mission>
- Côte d'Ivoire, *Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996*
- Dionne, Lilliane « Pertinence de l'éducation relative à l'environnement et voies de recherche en Afrique Réflexions issues d'une étude en Guinée » *Revue ERE UQAM*, vol.1, no.3, 1998-1999, URL http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/Volume1/regards/EREV01_III_155.pdf.
- Djane, Kabran Aristide et Véronique Chiani Niango « L'État de la situation et des perspectives d'avenir de l'Éducation relative à l'environnement (ERE) en Côte d'Ivoire », 2010, URL <http://www.planetere.org/bulletin/2010/pdf-doc/ete/Etat-ERE-Cote%20dIvoire.pdf>
- Écoconscience TV, 2016, URL <http://www.cop22-morocco.com/fr/repertoire/eco-conscience-tv-33.html>
- Écoconscience TV, 2016, URL <http://www.ecoconscience.net/category/reportages/>
- ENJEU, 2016, URL <http://enjeu.qc.ca/-A-propos-.html>
- « État de la situation et perspective de l'éducation relative à l'environnement pour le développement durable au Cameroun » 2010, URL <http://www.planetere.org/bulletin/2010/pdf-doc/ete/Etat-ERE-DD-P4-Cameroun.pdf>
- Gouvernement du Québec, 2001, URL <http://www1.education.gouv.qc.ca/sections/programme-Formation/pdf/prform2001.pdf>
- Gouvernement du Québec, 2012, *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*.
- Gouvernement du Québec, 2016, URL <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=3281>
- IFDD, 2016, URL http://www.ifdd.francophonie.org/media/docs/publications/693_Guide_CdP22_climat_Fr_internet.pdf
- Kasele-Mbungu, Patrick, 2013, *Éducation relative à l'environnement en milieu scolaire en république démocratique du Congo*, M.A. Université de Kinshasa, URL [http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU\(2013\).pdf](http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Memoires/P.KASELE-MBUNGU(2013).pdf)
- Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec Bah Mamadou Boye*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 13 décembre, 28 minutes.

- Komassi, Awovi, 2016, *Entrevue avec un fonctionnaire (anonyme) du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique du Québec*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 16 décembre, 35 minutes.
- Komassi, Awovi et Philippe Nadon, 2016, *Entrevue avec Catherine Gauthier, directrice générale d'ENvironnement JEUnesse et chargée de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 28 octobre, 24 minutes.
- L'Observatoire compétences-emplois de l'UQAM, 2013, URL <http://www.oce.uqam.ca/article/apprentissage-formel-informel-non-formel-des-notions-difficiles-a-utiliser-pourquoi/>
- Ministère de l'Environnement et du développement Durable du Burkina Faso, 2014, « Un nouveau diplôme en environnement à l'université de Ouagadougou » *Médiaterre*, 27 janvier, URL <http://www.mediaterre.org/afrique-ouest/actu,20140303142355.html>
- Nadon, Philippe, 2016, *Entrevue avec Charles-Hugo Maziade, Directeur du projet Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialiste en ERE à la coopérative Forêt d'Arden*, Université de Sherbrooke, 16 décembre, 23 minutes.
- Nadon, Philippe, *Prise de note lors de la conférence sur l'Éducation relative au Développement Durable organisé par l'ONG « Ivoire DD » au stand de la Côte d'Ivoire*, CCNUCC, Marrakech, 11 novembre 2016.
- Neelima , B. N. et Uttama Reddy R., « Environmental Education through Media », *International Journal of Science and Research (IJSR)*, URL <https://www.ijsr.net/archive/v3i3/MDYwMzE0MDI%3D.pdf>
- Niang, Aboubakry Sadikh « L'état de la situation et des perspectives d'avenir de l'éducation relative à l'environnement au Sénégal », 2010, URL <http://www.planetere.org/bulletin/2010/pdf-doc/ete/Situation-ERE-Senegal.pdf>
- OIF, 2016, URL <http://www.francophonie.org/-Qu-est-ce-que-la-Francophonie-.html>
- Organisation des Nations unies, *Accord de Paris*, 2015, 28.
- Organisation des Nations unies, *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 1992, 25.
- Ouédraogo, Binto. « La gestion de l'eau et l'éducation environnementale dans les documents pédagogiques au Burkina Faso : Les expériences de l'UNICEF et de la fondation Helen Keller International au Burkina Faso » *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2003, URL <https://vertigo.revues.org/1968>
- Samson, Éric, 2013, URL <http://jne-asso.org/blogjne/2013/12/07/les-medias-acteurs-de-leducation-a-lenvironnement-et-au-developpement-durable-eedd/>
- Sauvé, Lucie, 2009, URL <http://www.acelf.ca/c/revue/pdf/EF-37-2-001-SAUVE.pdf>
- Sauvé, Lucie, « L'éducation relative à l'environnement », dans Bourg, D. et Papaux, A., *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 452.
- Sénégal, *Loi n° 2001 - 01 du 15 Janvier 2001*
- Sow, Marcel, « Pratiques culturelles et conservation de la biodiversité en Guinée » *Revue ERE UQAM*, vol.4, no. 19, 2003 URL http://www.revue-ere.uqam.ca/categories/PDF/Volume4/19_Sow_M.pdf
- The Commonwealth, 2016, URL <http://thecommonwealth.org/our-work>

Tiendrebeogo, Mahamadou (s.d.), « Éducation environnementale au Burkina Faso : Point focal article 6 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques » *UNFCCC*, URL https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/education_and_outreach/application/pdf/burkina_faso_environmental_education_in_burkina_faso.pdf

UNESCO, 2016, URL <http://fr.unesco.org/about-us/propos-de-lunesco>

UNESCO, 2016, URL <http://fr.unesco.org/events/journee-thematique-education-cop-22-climat>